



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail, des solidarités  
et de la protection des populations**

Service vétérinaire-santé et protection animales-environnement

Blois, le 22/10/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

### **Contexte et constats**

publié sur **GÉORISQUES**  
**SNV SERVAIS**  
TRIANON  
41270 Droué

**Inspection n° : RI 2025-09-16 FD01**

**Code AIOT : 0054100230**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement SNV SERVAIS implanté au lieu-dit « Le Trianon » - 41270 DROUE. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNV SERVAIS
- Le Trianon - 41270 DROUE
- Code AIOT : 0054100230
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : oui

Établissement d'abattage et de transformation de viandes de volailles.

**Contexte de l'inspection :** Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :** AN25 Agroalimentaire Incendie, AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux, AN25 Fluides frigos | AR - 5 | Fluides frigo/SAO/GESF | Risque incendie, Sécurité/sûreté | Déchets, Eau de surface.

#### **2) Constats :**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées ; il peut par exemple s'agir d'une demande d'action corrective, d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9	Demande d'action corrective	6 mois
3	Prévention des accidents et des pollutions, y compris par les eaux...	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13	Demande d'action corrective	Sans délai
4	Eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 5.6	Demande d'action corrective	2 mois
6	Prélèvement et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 5.5 - I	Demande d'action corrective	1 mois
12	Rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4.4.4	Demande d'action corrective	6 mois
13	Rejets d'effluents à la station d'épuration urbaine de DROUÉ	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4.5.5	Demande d'action corrective	6 mois
		Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4.5.5	Demande d'action corrective	3 mois
14	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4.6.1	Demande d'action corrective	1 mois

15	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4.6.2	Demande d'action corrective	2 mois
16	Épandage	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 9.3.9.1	Demande d'action corrective	1 mois
17	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 2.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
18	Modifications du champ de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 1.5.1	Demande d'action corrective	Sans délai
		Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 1.5.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10	Sans objet
5	Stockage.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 4.3	Sans objet
7	Surveillance des émissions.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 32	Sans objet
8	Utilisation de l'ammoniac comme fluide frigorigène	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6	Sans objet
9	Vannes et tuyauteries	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	Sans objet
10	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32	Sans objet
11	Installation de réfrigération	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Il a été constaté, le 16 septembre 2025, que l'établissement SNV SERVAIS implanté à Droué ne pouvait pas justifier :


- D'un relevé des consommations d'eau de l'ensemble du site,
- De l'existence d'une procédure à suivre en cas de sinistre indiquant l'emplacement et la consigne de fermeture de la vanne du bassin d'orage ;
- De la correction de l'ensemble des anomalies répertoriées dans le rapport de contrôle des installations électriques ;
- Du respect de la consommation d'eau par kilogramme de carcasse ;
- De la réalisation des analyses des effluents et des eaux pluviales ainsi que de la mise en place d'un programme de surveillance concernant toutes les substances et paramètres réglementaires ;
- De documents relatifs à l'épandage contenant toutes les informations réglementaires ;

Par ailleurs, concernant les modifications notables apportées à l'installation, à l'origine notamment des débordements du bassin tampon, le pétitionnaire n'a pas été en mesure de :


- Fournir la fiche accident/incident du BARPI ;
- Présenter un dossier de porter à connaissance décrivant les modifications notables apportées à l'installation.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Dispositions générales.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle des installations électriques Q18, a été présenté lors de l'inspection. Ce rapport fait suite aux contrôles réalisés sur l'ensemble des installations du 06 au 10 mars 2025. Certaines anomalies relevées lors de ce contrôle restent à corriger.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois


### N° 2 : Dispositions générales.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours. L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral.  Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté : - Le rapport de contrôle des extincteurs datant du 08 novembre 2024 ; - Le rapport de contrôle des robinets d'incendie armés datant du 07 novembre 2024.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite


### N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions, y compris par les eaux...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Déclaration d'incident / accident
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit (origine et causes du phénomène, conséquences, mesures prises pour y parer et pour éviter qu'il ne se reproduise ...) transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, nous avons constaté autour du bassin tampon, la présence de résidus de matières organiques en décomposition. Les parois de ce bassin présentent des traces d'écoulement répétitifs liés à des débordements confirmés par l'exploitant. Aucune déclaration n'a été faite pour signaler l'incident.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> Sans délai


### N° 4 : Eaux pluviales.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Collecte des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.  Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
<b>Constats :</b> Le bassin d'orage permet de collecter les eaux pluviales du site ainsi que les eaux qui seraient utilisées en cas de sinistre. Au niveau de ce bassin, une vanne manuelle est maintenue ouverte en permanence. Un affichage permet de localiser la vanne mais l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les consignes de fermeture de cette vanne sont bien inscrites dans le protocole à suivre en cas de sinistre.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 5 : Stockage.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 4.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Capacité de rétention	
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. [...]	
<b>Constats :</b> Un local fermé muni de rétentions spécifiques à chaque catégorie de substances permet le stockage des liquides présentant des risques pour l'environnement. Ce local n'est accessible qu'aux responsables et aux personnes habilitées à la manipulation de ces substances.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

## N° 6 : Prélèvement et consommation d'eau.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 5.5 - I	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Consommation maximum	
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Sans préjudice des dispositions du II et du III, le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.	
<b>Constats :</b> Des compteurs ont récemment été mis en place par secteur afin de contrôler plus précisément les consommations d'eau. On constate sur le relevé transmis par l'exploitant, que durant la semaine 24, la consommation d'eau a été de 6,12 l/kg de carcasse. Aucun commentaire n'explique l'origine de ce dépassement.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective :	
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois	



## N° 7 : Surveillance des émissions.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 32

**Thème(s) :** Produits chimiques - Auto-surveillance

**Prescription contrôlée :**

En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Elles concernent notamment :

- la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 33 et 34 du présent arrêté ;
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ;
- les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV).

Pour l'analyse des effluents aqueux et les effluents gazeux, les méthodes d'analyse sont les méthodes de référence en vigueur.

Pour l'analyse des sols et des boues, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées en annexe II.

**Constats :**

Au jour de l'inspection, les résultats des analyses de surveillance des émissions sont partiellement enregistrés sur GIDAF. En effet, les valeurs concernant les flux massiques ne sont pas enregistrées pour les mois de juin et juillet.

Suite à l'inspection, toutes les valeurs ont été correctement enregistrées. Un commentaire précise l'origine des dépassements des valeurs limites d'émissions ainsi que les actions mises en place pour y remédier.


**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 8 : Utilisation de l'ammoniac comme fluide frigorigène

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Consignes et procédures d'exploitation	
<b>Prescription contrôlée :</b> De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.	
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le classeur répertoriant les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations utilisant de l'ammoniac.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

## N° 9 : Vannes et tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques - Conformité de la signalisation	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.	
<b>Constats :</b> Au niveau de la salle des machines, les vannes et les tuyauteries sont facilement accessibles. Des signalisations permettent de connaître la nature des substances acheminées dans les tuyauteries.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	



## N° 10 : Capacité de rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32

**Thème(s) :** Produits chimiques - Rétention de l'ammoniac

**Prescription contrôlée :**

Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, notamment à l'ensemble de la salle des machines, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique de l'ammoniac. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

**Constats :**

La salle des machines est équipée de systèmes de rétention permettant de recueillir en cas de besoin les substances susceptibles de créer une pollution.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 11 : Installation de réfrigération

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45

**Thème(s) :** Risques accidentels - Dispositifs de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Les salles de machines doivent être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.

**Constats :**

La salle des machines est équipée de système de ventilation dont les commandes sont facilement accessibles à l'extérieur du local.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 12 : Rejet des effluents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4.4.4

**Thème(s) :** Risques chroniques - Volume des rejets

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Effluents industriels
Débit maximal journalier (m <sup>3</sup> /j)	270
Débit maximum horaire( m <sup>3</sup> /h)	16
Exutoire du rejet	station d'épuration urbaine de DROUÉ
Station de traitement collective	CODE SANDRE : 0441075S0002
Conditions de raccordement	Canalisation dédiée.

**Constats :**

La valeur du débit maximal journalier n'est pas respectée, car elle est en moyenne de 435 m<sup>3</sup>/j depuis novembre 2024 alors qu'elle est fixée à 270 m<sup>3</sup>/j par l'arrêté préfectoral.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 13 : Rejets d'effluents à la station d'épuration urbaine de DROUÉ

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4.5.5

**Thème(s) :** Risques chroniques - Valeurs limites d'émission

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des effluents, issus du prétraitement des eaux industrielles, vers la station d'épuration de DROUÉ, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
MES	1305	900	240
DBO5	1313	960	260
DCO	1314	1930	520
N total K	1551	240	65
P total	1350	26	7
SEH	7464	105	28

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température inférieure ou égale à 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;

Conformément à l'arrêté ministériel susvisé du 24 août 2017, l'exploitant établit, en concertation avec l'inspection des installations classées, un programme de surveillance en matière de Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE). Le Cuivre et ses composés, le Zinc et ses composés, les Hydrocarbures totaux sont systématiquement à rechercher pour un établissement d'abattage. La liste des autres substances à rechercher sera établie en fonction des produits employés par l'installation. Les résultats des analyses réalisées sur ces substances permettront d'établir un plan de suivi de ces substances en concertation avec l'inspection des installations classées.

[...]

**Constats :**

D'après les résultats enregistrés sur GIDAF, les valeurs limites d'émissions en flux ne sont pas respectées.

Aucune analyse n'est effectuée concernant les substances suivantes : le cuivre et ses composés, le zinc et ses composés ainsi que les hydrocarbures.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :**

- 3 mois à compter de la réception du rapport d'inspection pour les analyses.
- 6 mois à compter de la réception du rapport d'inspection pour le programme de surveillance et le porter à connaissance ;

## N° 14 : Relevé des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4.6.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Valeur limite maximale	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.	
<b>Constats :</b> L'exploitant nous précise que les consommations d'eau sont relevées quotidiennement, cependant ce relevé n'a pas été transmis.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois	

**N° 15 : Rejets aqueux****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4.6.2**Thème(s) :** Risques chroniques - fréquences et modalités d'auto-surveillance**Prescription contrôlée :****Fréquences et modalités d'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux.**

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de mesure	Fréquence de transmission
Débit	1420	Moyenne / 24h	En continu	mensuelle
Température	1301	Moyenne / 24h	mensuelle	mensuelle
pH	1302	Moyenne / 24h	mensuelle	mensuelle
MES	1305	Moyenne / 24h	mensuelle	mensuelle
DBO5	1313	Moyenne / 24h	mensuelle	mensuelle
DCO	1314	Moyenne / 24h	mensuelle	mensuelle
N total K	1551	Moyenne / 24h	mensuelle	mensuelle
P tot	1350	Moyenne / 24h	mensuelle	mensuelle
Graisses (SEH)	7464	Moyenne / 24h	mensuelle	mensuelle

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

**Eaux pluviales**


Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Hydrocarbures totaux	7009	Moyenne / 24h	annuelle	annuelle

**Constats :**

Les analyses sur les effluents sont effectuées conformément à la réglementation mais la présence d'hydrocarbures dans les eaux pluviales n'est pas recherchée.

**Respect de la prescription :****Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 16 : Épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 9.3.9.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Cahier d'épandage	
<b>Prescription contrôlée :</b> Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour par l'exploitant. Il comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;</li><li>- les dates d'épandage ;</li><li>- les parcelles réceptrices et leur surface ;</li><li>- les cultures pratiquées ;</li><li>- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;</li><li>- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;</li><li>- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses. [...]</li></ul>	
<b>Constats :</b> Le plan prévisionnel de fumure et le cahier d'épandage n'ont pas été présentés par l'exploitant.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois	



**N° 17 : Exploitation des installations****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 2.1.1**Thème(s) :** Risques chroniques - Objectifs généraux**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]


- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

**Constats :**

Lors de notre inspection, nous avons constaté autour du bassin tampon, la présence de résidus de matières organiques en décomposition. Les parois de ce bassin présentent des traces d'écoulements répétitifs confirmés par l'exploitant.

**Respect de la prescription :****Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 18 : Modification du champ de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.  Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.
<b>Constats :</b> Plusieurs modifications sont intervenues sans que le préfet en soit informé : augmentation des volumes d'effluents rejetés et augmentation en flux des pollutions rejetées. Il semble qu'une augmentation de l'activité soit à l'origine de ces modifications et que des adaptations, notamment en ce qui concerne le pré-traitement des effluents, auraient dû être mises en place.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Sans délai pour les modifications à porter à la connaissance du préfet ;</li><li>- 6 mois à compter de la réception du rapport d'inspection pour le porter à connaissance.</li></ul>

